



Communiqué

L'insécurité alimentaire constitue un problème de plus en plus sérieux pour les collectivités autochtones nordiques et isolées au Canada, selon un comité d'experts

Ottawa, le 27 mars 2014 — Selon le rapport d'un comité d'experts sur la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada, il faut s'attaquer d'urgence à l'insécurité alimentaire des populations autochtones du Nord, afin d'en atténuer les conséquences sur la santé et le bien-être. Publié aujourd'hui par le Conseil des académies canadiennes, ***La sécurité alimentaire des populations autochtones dans le Nord du Canada : Évaluation de l'état des connaissances*** aborde les aspects variés de l'insécurité alimentaire vécue par les ménages et collectivités des Premières Nations, des Inuits et des Métis dans le Nord du Canada.

Au Canada, les ménages autochtones vivent une insécurité alimentaire dans une proportion qui est plus du double de celle des ménages non autochtones (27 % contre 12 %). Selon des données récentes, la prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée dans les ménages canadiens avec enfants que dans les ménages sans enfant. Une enquête menée en 2007-2008 a montré que près de 70 % des enfants inuits âgés de trois à cinq ans vivaient dans des ménages en état d'insécurité alimentaire, et que 56 % vivaient dans des foyers où régnait une insécurité alimentaire infantile spécifique. De plus, selon des données préliminaires, les femmes sont davantage touchées que les hommes. Le comité a conclu que des solutions durables exigent la collaboration et la participation soutenue de ceux qui sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire : les populations qui vivent dans le Nord.

« Pour bien comprendre la question de la sécurité alimentaire, il faut tenir compte des nombreux facteurs qui influent sur la vie dans le Nord, comme les changements environnementaux, la culture, la gouvernance et les modèles économiques », a déclaré Harriet Kuhnlein, Ph.D., présidente du comité d'experts. « Il n'y a pas de solution magique. C'est pourquoi la collaboration est essentielle entre tous les principaux acteurs, dont les collectivités locales, les gouvernements, les entreprises et les institutions. » [traduction]

Fondé sur des données probantes, le rapport rend compte des différents degrés d'insécurité alimentaire, examine les effets de divers facteurs sur la sécurité alimentaire et décrit les répercussions des rapides transitions sociales, environnementales et économiques — dont la transition nutritionnelle — sur la santé et la société. Voici quelques autres conclusions du rapport :

- Il n'y a pas de solution unique aux problèmes de sécurité alimentaire dans le Nord. Il faut adopter un éventail d'approches holistiques, y compris des stratégies de réduction de la pauvreté.
- Il y a beaucoup de recherches et de savoir traditionnel à propos de la sécurité alimentaire et de la santé des Autochtones du Nord, mais nos connaissances présentent encore bien des lacunes.
- Les méthodes de mesure de la sécurité alimentaire employées jusqu'à ce jour sont valables, mais elles ont une capacité limitée de refléter la complexité de la sécurité alimentaire dans le contexte autochtone et nordique du Canada.

- Étant donné la diversité géographique, culturelle, environnementale et économique du Nord, il faut des programmes et politiques qui soient adaptés aux besoins définis localement et qui reposent sur le savoir traditionnel et les atouts communautaires. Les collectivités nordiques sont une source importante de résilience et d'idées innovatrices.

« Dans ses travaux, le comité d'experts s'est préoccupé d'abord et avant tout des personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire. Il tenait à faire une évaluation qui prenne en considération toute la complexité de la réalité quotidienne des collectivités nordiques et de ses incidences sur la sécurité alimentaire », a déclaré Elizabeth Dowdeswell, présidente-directrice générale du Conseil des académies canadiennes. « Le rapport du comité présente des données solides et des idées qui pourront aider à mettre en œuvre des solutions efficaces à court et à long terme. » [traduction]

-30-

Pour de plus amples renseignements ou pour télécharger un exemplaire du rapport, veuillez consulter le site Web du Conseil des académies canadiennes, à www.sciencepourlepublic.ca.

Le Conseil des académies canadiennes

Le Conseil des académies canadiennes (CAC) est un organisme indépendant à but non lucratif qui a été mis sur pied en 2005. Le CAC soutient des évaluations scientifiques indépendantes qui alimentent l'élaboration de politiques publiques au Canada. Ces évaluations sont menées par des comités pluridisciplinaires formés d'éminents experts de toutes les régions du Canada ainsi que de l'étranger, qui participent bénévolement aux travaux des comités du CAC. Plusieurs d'entre eux sont membres des académies du CAC – la Société royale du Canada, l'Académie canadienne du génie et l'Académie canadienne des sciences de la santé. Le CAC a pour mission d'être la voix de confiance du Canada en matière scientifique pour le bien public. Pour de plus amples renseignements, voir le site www.sciencepourlepublic.ca.

Pour obtenir de plus amples renseignements, prière de s'adresser à :

Cathleen Meechan
Directrice des communications
Conseil des académies canadiennes
613 567-5000, poste 228
cathleen.meechan@scienceadvice.ca